



COVID-19 - Saurons-nous tirer toutes les conséquences de cette crise?

Par [Pascal Perrier](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2020

Thème: [Histoire, société et culture](#), [Science et médecine](#)

Nous traversons une période de folie collective. Espérons que nous parviendrons un jour à ce constat, les crises permettant parfois, même si ce n'est qu'a posteriori, des prises de conscience salutaires. Espérons même que la singularité de ce confinement forcé puisse d'ors et déjà favoriser l'émergence d'une réflexion individuelle sur cette crise que nous traversons.

Il y a peu, de nombreux mouvements sociaux tendaient ici et là à mettre en lumière différents aspects d'une autre crise, une crise sociétale profonde, appelant des réponses concrètes et urgentes. Du jour au lendemain, tout cela a été disqualifié, marginalisé, anéanti même au profit d'une « union sacrée » de tous les « Enfants de la patrie », d'une « guerre » totale contre un virus.

De part cet écrasement soudain des perspectives, qualifier cette période présente de folie collective peut être perçu par beaucoup comme une dangereuse dissidence. Mais le pire en la circonstance, comme en bien d'autres, serait d'y laisser s'anéantir notre esprit démocratique, en refusant par exemple d'examiner ce qui motive cette expression.

Une crise dans la crise

Une analogie nous sera utile pour cet examen avec le cas de l'agriculture. Dans les années 60, le mot écologie n'avait pas le même sens qu'aujourd'hui. On ne tenait aucun compte des alertes de ceux, très rares, qui prédisaient les dangers écologiques et de santé publique de l'agriculture intensive productiviste ; qui demandaient à ce qu'on remplace un mode de pensée, axé sur le rendement et la lutte associée contre le parasitisme, par la volonté de travailler non plus contre mais avec la nature grâce à une meilleure compréhension de ses lois et de la place que devrait se proposer l'homme en son sein.

Les effets annoncés de cette agriculture industrielle ont pu être constatés tout au long des ces soixante dernières années : appauvrissement, érosion, contamination des sols et des nappes phréatiques, chute de la biodiversité et de la qualité nutritive des aliments, déforestation, etc, auxquels il faut bien ajouter l'immense malaise (confinant parfois au suicide), et la question même de la survie, d'une partie du monde paysan.

Depuis qu'il est admis (ou en passe de l'être) que nous sommes entrés planétairement dans une crise climatique, ces questions trouvent enfin un écho. Néanmoins on mesure dans le même temps la puissante inertie étatique, économique et financière due à la résistance du capitalisme libéral, et à laquelle se heurte cette prise de conscience et les solutions qui en émergent. Mais on voit beaucoup plus clairement, de ce fait, les raisons qui avec constance,

ont écarté systématiquement de la pratique agricole les alternatives, culturelles et d'élevage, à ce système.

Cette agriculture, dont l'Occident a répandu le modèle de part le monde (avec les conséquences souvent dramatiques qu'on connaît) trouvera ainsi peut-être, dans les temps qui viennent des raisons suffisantes de réformer ses vues et ses pratiques. On pourra regretter qu'il ait fallu deux ou trois générations pour y parvenir, et on pourra espérer ne pas en avoir compris trop tard les enjeux. Mais ce qu'au moins on peut faire dès à présent, c'est reconsidérer les fondements qui ont amené cette évolution. Et peut-être est-ce là la première urgence.

L'épreuve des faits

Or, parmi ces fondements, l'un des plus importants se trouve être la biologie. Parmi les sciences de la nature auxquelles nous devons des conquêtes si remarquables, c'est l'évolution des idées dans ce domaine, particulièrement au tournant des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, qui a ouvert la voie aux conceptions qui déterminent encore de nos jours cette agriculture dite conventionnelle dont le modèle s'est imposé. Ce qui peut-être, quitte à surprendre, montrera le mieux en quoi a consisté cette évolution des idées se dégagera de l'examen du principe de la vaccination. Citons à cet effet deux sources d'information :

a - Une étude menée en 2017, et publiée par des chercheurs du Département d'épidémiologie et de biostatistiques de l'université de Jackson (USA), portant sur des enfants vaccinés et non vaccinés, montre que les premiers sont très sensiblement plus sujets aux maladies que les seconds (1). Ces résultats sont d'ailleurs corroborés par d'autres études semblables aux USA (2).

b - En 2009 la mathématicienne Angelica Kögel-Schanz parvenait déjà, de façon très nette, à la même conclusion en analysant les données brutes (plus de 26 millions d'informations au total) d'une grande étude - appelée KIGGS - sur la santé physique et mentale de 17641 enfants et adolescents âgés de 0 à 17 ans, réalisée de mai 2003 à mai 2006 par la plus haute instance de santé allemande, l'Institut Robert Koch (3). Nombre d'études similaires confirment d'ailleurs ce constat, menées en Autriche, en Guinée-Bissau, en Nouvelle-Zélande, en Hollande ou en Angleterre, parfois depuis le début des années 90 (4).

Pourquoi ces informations, parfaitement vérifiables et d'une importance capitale, n'ont eu aucun effet sur les responsables des institutions de santé publique (pas plus d'ailleurs que sur le corps médical dans son ensemble) ? Comment est-il possible qu'aucun des 200 articles scientifiques publiés à la suite de l'étude KIGGS n'ait relevé cette relation, pourtant on ne peut plus visible, entre le statut vaccinal et la santé ? (5)

Comment en vient-on à une telle situation, à une posture aussi anti-scientifique de la part de scientifiques ? Cela ne peut s'expliquer à première vue que pour deux motifs : 1 - lorsqu'on a affaire à une idéologie ; 2 - lorsque des intérêts financiers importants sont en jeu - la seconde restant assujettie à la première, mais ces deux propositions étant évidemment cumulables (6).

Or, qu'est-ce qu'une idéologie : c'est un ensemble d'idées, relativement cohérent, proposant dans un but pratique une certaine interprétation de la réalité. Depuis Aristote, la raison, la pensée rationnelle, qui prend appui sur la logique, s'est imposée comme l'outil indispensable à la construction de tout système d'interprétation - l'erreur fondamentale

pour l'auteur d'un système quelconque étant de perdre de vue qu'il n'est justement que le fruit d'une certaine interprétation ; qu'à nous autres humains tributaires de nos organes sensoriels, la réalité n'est jamais directement accessible. D'où l'utilité de l'épistémologie, cette partie de la philosophie « qui a pour objet l'étude critique des postulats, conclusions et méthodes d'une science particulière, considérée du point de vue de son évolution, (...). » (CNRTL)

De ce qui précède, nous devrions nous accorder à dire que tout scientifique honnête (au moins intellectuellement) doit se doubler d'un épistémologue, afin de veiller à mettre en question son idéologie partout où celle-ci viendrait d'expérience en contradiction avec la réalité. Fondement du principe de la vaccination, l'idée que toute maladie infectieuse a pour seule et unique cause un antigène de nature microbienne venu du milieu extérieur a été très tôt combattue, y compris par des médecins qui l'avaient au départ adoptée et loyalement appliquée. Une abondante littérature sérieusement documentée en témoigne (7). Mais on n'en a pas davantage tenu compte que de l'évidence de ces statistiques précitées, pourtant parfaitement fiables. Rien donc d'étonnant, selon ce parti pris, à ce qu'on trouve naturel de réserver aux vaccins un statut spécial en matière d'Autorisation de Mise sur le Marché (en effet, contrairement à tout autre substance, on ne compare pas les vaccins à des placebos réels, et aucune étude n'est faite des effets secondaires à long terme).

C'est à ces traits remarquables qu'on voit qu'une idéologie a muté en un dogme. Et c'est un fait d'autant plus dommageable qu'elle est à l'origine et à la base de cette branche de la médecine (qui en comprend de nombreuses) devenue médecine officielle de l'Etat et de la nation, et source exclusive de l'enseignement hospitalo-universitaire.

Passer de l'idéologie au dogme est une démarche qui relève de la psychologie, pour ne pas dire de la psychopathologie, mais qui se révèle d'autant plus aisée que la biologie moderne a été élevée, en tout arbitraire, au rang de science exacte - ce qui, pris au mot, revient à décréter ses valeurs comme universelles, et par là-même indiscutables.

C'est lorsque, quittant les chemins de la raison ordinaire, nous succombons à notre besoin proprement humain de trouver des réponses à nos éternelles questions sur le monde, à notre rêve de posséder un jour la clé des réponses à tout, que nous versons dans le théorisme, dans ce travers qui nous fait adopter une théorie, une idéologie comme définitive, allant par là-même, en l'occurrence, jusqu'à rompre avec les principes fondamentaux de la démarche scientifique telle que définie par la communauté scientifique internationale.

Ce serait évidemment un moindre mal si cette idéologie incohérente avait été circonscrite à un domaine quelconque en marge de la vie sociale. Mais elle s'est imposée au contraire comme un paradigme en matière de santé publique et de santé tout court, placées d'office entre les mains d'experts, et adoptée en bloc par la grande majorité de la population éduquée au respect de l'autorité scientifique.

Pourtant, il ne s'agit pas de juger de la valeur d'une idéologie d'après des connaissances - qu'il faudrait d'abord s'approprier - il s'agit de juger d'après les faits. Et c'est même indispensable pour chaque adulte responsable lorsque ces faits impactent une société tout entière. Le principe de la vaccination pris pour modèle ici, suit une logique séduisante, établit une relation antigène-anticorps fort intéressante, mais le fait est là : dans la réalité, il ne marche pas.

Comme on l'a vu, des voix se sont toujours élevées pour alerter de la dangerosité de cet égarement contagieux de la science, mais on ne les entend pas (8). Ainsi, cette profonde vérité exprimée par Albert Einstein « toute notre science, mesurée par rapport à la réalité, est primitive et enfantine », n'est absolument pas prise au sérieux. Mais le mal est tel qu'au mieux, en accordant quelque crédit à ces avertissements, on peut toujours continuer à se bercer de l'idée que notre matérialisme foncier laisse encore un peu de place à la rêverie, que nous n'avons pas tué toute spiritualité. Car dans la pratique, au contraire, nous sommes tellement attachés à cette illusion de maîtriser les faits que nous en étouffons la complexité dès qu'elle nous apparaît.

Le résultat en effet, c'est que nous sommes incapables de voir que c'est cette irrationalité même qui nous gouverne, que c'est actuellement à la panique que nous obéissons et non à un reste de raison. La dangerosité de cette conception irréaliste ne peut donc, de part l'amateurisme qui lui est inhérent, qu'amener des maux pires que le mal qu'elle déclare combattre. Le confinement de masse est aux antipodes de ce qu'il faut faire ; le climat de terreur répandu sur la population, largement entretenu et amplifié par les médias, ne peut que faire basculer dans la maladie quantité de personnes faibles et aisément impressionnables. Mais aussi absurdes que soient les mesures qu'on aura imposées, communes d'ailleurs en bien des points avec l'élevage industriel, on clamera en haut lieu qu'elles ont démontré leur efficacité, et on s'apprêtera à les reproduire.

Avant même d'être une question médicale, une épidémie est une question sociale

On peut lire actuellement sur le site de l'Institut Pasteur : « Une épidémie de pneumonies d'allure virale d'étiologie inconnue a émergé dans la ville de Wuhan (province de Hubei, Chine) en décembre 2019 . » L'Institut nous dit bien : « d'étiologie inconnue », (autrement dit : « dont on ne connaît pas la cause ») mais curieusement, il n'y voit aucune contre-indication à désigner un peu plus loin le covid-19 comme « l'agent responsable de cette nouvelle maladie infectieuse respiratoire ». Etonnante faculté que celle qui ignore même la logique élémentaire lorsqu'il s'agit de faire entrer les faits dans la théorie ; qui permet d'écarter, au profit de son « agent responsable » microscopique tout « agent responsable » macroscopique que peuvent suggérer les faits.

Car pour ce qui est des faits, quiconque veut se documenter un peu sur cette mégapole qu'est Wuhan y découvrira des conditions de vie généralement incompatibles avec la conservation de la santé - notamment le cocktail toxique de sa pollution atmosphérique quasi permanente, facteur commun à des dizaines de villes chinoises caractérisées par une vitesse de développement industriel et urbanistique sans précédent.

Les autorités de santé publique nous le disent (sans rire) : 80 % des personnes « infectées » par ce coronavirus sont asymptomatiques - c'est à dire qu'elles ne présentent aucun symptôme, qu'elles ne s'éprouvent pas elles-mêmes malades. S'il y a une chose qu'on mesure clairement dans ce nombre, c'est le degré d'infantilisation de la population qui s'en remet docilement au « sachant » pour ce qui est de savoir si elle est malade ou pas. Le concept même de maladie, que ce critère illustre, peut ainsi se maintenir, aussi délirant soit-il, sans provoquer aucune réaction. Car si l'on tenait absolument à faire figurer ce virus dans ses observations, il faudrait dire plutôt, en toute logique : « La présence de ce virus est généralement un signe de bonne santé. » Une affirmation aussi irrecevable aujourd'hui que parfaitement juste. Une grippe n'est jamais autre chose qu'une « simple grippe » pour toute personne dotée au départ d'un état général satisfaisant. Aucun médecin sensé n'ira contre cette affirmation. C'est à la fois au regard et grâce à cette idéologie que cette épidémie -

qu'elle s'abstient de comparer avec les précédentes - est particulière et particulièrement dangereuse. Toute autre approche médicale (parmi une grande richesse « alternative »(9)) est implicitement exclue du débat, réduit au choix binaire chloroquine ou vaccin.

Ainsi doit-on, de ce point de vue épidémiologique, si l'on ne veut pas déroger à la théorie, rester aveugle par principe à cette observation macroscopique que le choléra et la dysenterie suivent avec constance toutes les guerres (tout comme les pestes au Moyen-âge) ; écarter de l'étiologie au profit d'un microbe, la dénutrition, le défaut de structures sanitaires et d'hygiène, les traumatismes physiques et psychologiques, etc, qui sont de toute évidence les causes premières de ces maladies.

C'est grâce à un semblable processus mental, déconnecté de la réalité, que la raison d'être des épidémies de tuberculose a été au départ, puis définitivement, attribuée à un bacille plutôt qu'à ces phénomènes de société que sont la malnutrition, le logement insalubre, la promiscuité, l'épuisement au travail (en gros à l'extrême misère des populations déracinées, rejetées de leurs campagnes par les effets de la révolution industrielle). Sans aucune prétention d'exhaustivité, ne serait-il pas au moins utile de rapprocher l'importance de la pandémie de grippe espagnole de 1918 de la faiblesse, voire du délabrement physique et moral des populations concernées, après quatre années de guerre ? ; de relier l'accélération des transformations sociétales et écologiques, ainsi que la globalisation de l'économie avec la multiplication par dix des épidémies depuis les années quarante ? ; de relier les taux de morbidité et de mortalité des populations d'origines africaine et hispanique (les plus touchées aux USA par la pauvreté et la malnutrition) de ceux nettement plus faibles de la population blanche ? ; de relier le record épidémique actuel de l'Italie du nord avec son record européen de pollution, comme on le voit nettement sur les cartes comparatives du site de l'Agence spatiale européenne, etc.

Rien de nouveau sous le soleil

Rien, au départ, ne fait de cette épidémie une spécificité parmi les gripes saisonnières, sinon au moins l'état chronique de dénuement de l'hôpital public soumis à l'accumulation de réformes libérales, la folie anxigène et contagieuse des experts et des grands médias, et la radicalité et la forme autocratique de son traitement. Sous une avalanche quotidienne de chiffres, aucun élément de comparaison n'est apporté. - On a décompté en **France 9 900 morts dans la période 2017-2018**, et **plus de 14 000 dans la précédente**, attribuables à ces gripes ; un dénombrement qu'il faudrait encore nuancer du fait que, comme à présent, rares étaient les cas présentant une unique pathologie. Est-il devenu soudain inadmissible que des gens meurent - de la grippe ou d'autre chose ? Pourquoi n'avons-nous pas eu chaque année une crise planétaire d'une ampleur au moins aussi grande que celle-ci ?

Nous savons fort bien, au fond, que ce sont globalement des conditions de vie, et non des caprices d'un microbe quelconque dont dépend la santé. Si l'on suit bien la théorie officielle, nous avons là une partie du monde subvisuel, qui, contrairement à tout autre, n'obéit à aucune loi ; d'où provient un mal susceptible de frapper au hasard n'importe qui n'importe quand, qu'il soit jeune ou vieux, bien-portant ou malade ; un mal déresponsabilisant, tout extérieur, dans lequel nous ne serions pour rien. **La peur de tout**, de ce qu'on respire, de ce qu'on touche, de son voisin, des ses proches, l'oppression qui en résulte, le repliement et la perte de confiance en soi sont tous en eux-mêmes délétères. Quelles forces de vie et de guérison peut-il rester à ces vieux qu'on a privé de la présence de leurs proches, qui se voient, dans des hôpitaux débordés, manipulés avec des gants par des êtres revêtus de

combinaisons, aux expressions effacées par des masques, et qui les regardent comme des pestiférés ?

Nous avons là tous les symptômes d'une maladie qui a pour nom **phobie microbienne**, et si nous ne voyons pas le ridicule de cette contagion irrationnelle, c'est bien la preuve que nous y avons perdu la raison. Car l'idéologie dont nous parlons a imbibé si profondément les esprits dans la population qu'elle en a expurgé jusqu'au simple bon sens – Le respect, voire la vénération hypnotique qu'on voue à ce prêt-à-penser tenant essentiellement au caractère scientifique dont il s'est auréolé, et qui lui confère, dans la personne de l'expert, l'autorité suprême. L'affaire de la **chloroquine** en témoigne où cette autorité va jusqu'à bafouer l'indépendance professionnelle du « simple » médecin, en faisant fi du Code de déontologie qui la protège.

A la réduction de la diversité d'un environnement, c'est à dire au confinement, correspond la réduction du potentiel de réaction des organismes qui y vivent – ce potentiel de réaction reposant sur ce qu'on nomme aujourd'hui le **système immunitaire** et autrefois les forces d'adaptation et de guérison, c'est à dire la capacité d'un organisme à maintenir son intégrité. – C'est d'abord dans des conditions de confinement similaires, mais tout aussi débilitantes, issues de calculs productivistes, qu'il faut chercher les causes réelles des gripes aviaires et porcines.

La réduction globale de la diversité est de toutes les manières un caractère majeur du système capitaliste libéral. La mainmise des grands bénéficiaires de ce dernier sur l'Etat leur ont permis, dès après la Révolution, de rendre l'organisation de la société conforme à leurs intérêts, et d'anéantir autant que possible l'alternative, la respiration sociale, quitte à rendre le monde malade.

Cette réduction, cet appauvrissement, dangereux à tous points de vues, touchent physiquement autant que moralement les populations prises dans ce système globalisé. Et c'est bien d'abord ce facteur commun, et non le virus en soi (un symptôme biologique parmi d'autres), qui crée les conditions même de ce type de pandémie – ce que cette pseudo-science est dans l'incapacité intellectuelle de voir. Celle-ci ne sachant que brandir l'espoir de son prochain remède-miracle vaccinal, quand nous avons besoin planétairement d'un remède contre la pauvreté, de lutter non contre l'invisible mais contre de tangibles forces antidémocratiques. Le drame est là. Et il faut s'attendre malheureusement à d'autres crises semblables ou pires.

Une crise de démocraties malades

Le mouvement de panique qui s'est visiblement emparé de l'Etat chinois (face sans doute à une très réelle catastrophe environnementale et sanitaire) reste typique de cette idéologie politico-scientifique qu'il partage assez largement avec l'occident. Rien d'étonnant donc dans le suivisme mimétique de nos nations respectives, en pleine émulation d'empilage de barricades sanitaires. Car cette crise est surtout bel et bien une crise de démocraties malades. A quelques rares exceptions près, proches de nous (dont l'Allemagne, la Suède ou l'Islande, restées plus modérées), un régime franchement autoritaire, liberticide, soutenu avec enthousiasme par les médias dominants, a remplacé et balayé d'un coup jusqu'aux fondements de nos constitutions : et tout ce qu'on trouve à lui reprocher, éventuellement, c'est de n'en faire pas assez (comme d'arroser rues et passants de détergent ?)

Tout régime totalitaire, établi ou s'employant à le devenir, rêve de l'adhésion du peuple qu'il

domine à son idéologie. Cette science d'Etat offre en la matière un sésame irremplaçable. Macron l'a très bien vu, qui s'est posé, dès le début de son fameux discours guerrier, comme le messenger de cette pseudo-science, s'appuyant dessus pour affermir l'idéologie sous-jacente qu'il sert en réactualisant le lexique de Sarkozy de 2008. C'est l'occasion inespérée de tester « in vivo » le degré de soumission d'une population à l'autorité de l'Etat, et spécialement de son chef, auto-promu chef suprême d'une union sacrée contre l'envahisseur microscopique, doté des pleins pouvoirs pour décréter ses mesures, dont le bien fondé sera à jamais invérifiable (puisque l'épidémie cessera de toutes façons), mais qui, en démolissant l'économie réelle, suscitera insécurité, individualisme, docilité et résignation dans la population ; augmentera automatiquement la dette et justifiera mesures d'austérité accrues, surveillance étatique et politique antisociale chères aux marchés et aux banques.

Ce sont des gens tels que ceux-ci, qui n'y comprennent rien, à qui revient sans partage la direction des opérations. Après les avoir regardés, sans trop réagir, démolir méthodiquement, pendant des dizaines d'années, services publics et acquis sociaux, nous leur conservons encore assez de crédit pour décider du bien et du mal en matière de santé, dicter à chacun d'entre nous son comportement, hors duquel il tombe sous le coup d'une « mise en danger de la vie d'autrui ». Mais cette aberration n'apparaît ni aux grands médias ni à la population : l'indignation exprimée par les syndicats d'avocats et de la magistrature face à l'atteinte récente aux libertés publiques par le Conseil d'Etat, décrétant ses mesures d'exception pour la justice, n'y a aucun écho. De plus en plus loin de l'état de droit, où l'Etat est soumis au droit et en particulier aux droits fondamentaux de l'homme, c'est ici l'Etat qui fait sa loi, semant hier comme demain le chaos et la confusion.

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux », disait Benjamin Franklin.

L'idéal, pour les premiers bénéficiaires de nos régimes libéraux, pour qui les frontières, pas plus que la notion de nation, n'ont de valeur ; pour tous ces gens détenteurs du pouvoir réel, économique et financier, c'est de légitimer dans ces deux domaines leur idéologie commune d'après ce modèle qui a si bien fait ses preuves en façonnant « scientifiquement » médecine et agriculture modernes.

Car dès lors qu'on parvient à faire admettre des principes comme scientifiques, ils deviennent automatiquement incontestables. C'est pourquoi, au travers de ses cercles, (Fondation Saint-Simon, Terra Nova, Fondation Concorde, l'Institut Montaigne, l'iFrap et autres Fondation Jean Jaurès, La Fondapol, le groupe Les Gracques, France Stratégie, etc), l'idéologie libérale française se démène, comme ailleurs, à hisser au rang de sciences la finance et l'économie. Le projet prend forme ; L'augmentation croissante des normes et des exigences de standardisation, qui rendent peu à peu compatibles avec le modèle néo-libéral tous les secteurs de la vie sociale, s'appuie ainsi sur une rationalité technico-scientifique qui donne à ce processus une valeur objective. On peut imaginer qu'à défaut d'une volonté forte d'arracher l'humain à ces paradigmes mécanistes, c'est à une technocratie qu'auront bientôt fait place tous nos parlementarismes (10).

La population alors, de même qu'elle obéit actuellement, aveuglément à ce que lui impose son gouvernement sur la caution du comité d'experts désignés à sa discrétion, obéira de même à ce qui lui sera dicté par les lois d'une science économique auto-proclamée. Abreuvé par les rabâchages des « fondés de pouvoir médiatique de l'oligarchie », elle nagera alors dans cet abrutissement bienheureux de la soumission volontaire des moutons

de Georges Orwell.

Les obstacles à ce genre d'ambition sont peu nombreux : si l'intelligence consiste à élargir sans cesse sa connaissance, exercer son jugement propre et maintenir sans prévention sa disposition à le réviser, il faut bien admettre qu'elle ne peut être l'apanage d'aucun milieu. Elle ne peut naître que du désir individuel et sincère d'indépendance, de liberté. A peu près rien, dans nos sociétés ne nous y invite, et dans les grandes écoles moins qu'ailleurs. D'où vient que la fracture qu'on voit entre gauche et droite, techniciens et gens de lettres, universitaires et ouvriers, se comble aussitôt qu'il est question de science, où règne soudain le consensus ?

On ne peut malheureusement pas compter qu'une science telle que celle-ci, installée depuis deux siècles comme science d'Etat, se réforme d'elle-même. Comme on peut le voir en s'informant un peu, le rejet de la critique qu'on y pratique est permanent et systématique. C'est à chacun des citoyens que nous sommes qu'il revient d'interroger sans prévention les sources de ses connaissances, de cesser de se confier aveuglément dans l'autorité, de voir enfin les conséquences réelles de cette idéologie étriquée et d'oeuvrer à son abolition, car cette idéologie tend à étouffer toute autre forme d'expression de la société. Cela ne sera envisageable que si nous sortons nos intellects de cette ornière évoquée par Einstein, qui consiste à tenter de résoudre « un problème avec les modes de pensées qui l'ont engendré ».

C'est pourquoi la question fondamentale qui se pose aujourd'hui n'est pas d'ordre sanitaire mais intellectuel et politique. Intellectuel dans le sens où il ne peut y avoir de liberté sans une information pluraliste, une connaissance librement accessible et la possibilité d'un jugement autonome de l'individu - pas plus qu'il ne peut y avoir de justice sans l'indépendance et l'impartialité du juge ; Politique dans le sens où c'est notre Constitution même qui doit être interrogée : si le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris dans celle du 4 octobre 1958 en vigueur actuellement, est bien celui d'une démocratie, il n'a plus aujourd'hui qu'une valeur théorique. Car dans la pratique ce préambule n'a pas empêché une oligarchie de s'imposer. Dès lors, (r)établir dans les faits les conditions d'une démocratie revient en particulier à délimiter strictement le rôle de l'Etat ; Quelles sont les prérogatives qui doivent être attachées à cette institution, quels sont les pouvoirs de décisions qui doivent lui être retirés et remis entre les mains de l'ensemble des citoyens (11). Ce sont actuellement les droits des classes bourgeoises que défend l'Etat, quand sa mission première, dans une démocratie, serait d'être le garant des seuls Droits de l'homme, de veiller à ce qu'aucune loi, dans tous les secteurs de la société, et donc y compris dans l'économie, ne viennent en contradiction avec ceux-ci.

Pascal Perrier,

avril 2020.

Notes

1 - <https://www.oatext.com/pdf/JTS-3-186.pdf> - <https://oatext.com/pdf/JTS-3-187.pdf>

2.a - <https://www.youtube.com/watch?v=BjvJf4MnFqc&feature=youtu.be>

Une évaluation des données de la clinique pédiatrique du Dr Paul Thomas, pédiatre étasunien a été

réalisée en 2019 par un chercheur indépendant sur les 3345 patients suivis par le Dr Thomas depuis leur naissance. Ce dernier a demandé qu'on évalue ses données puisqu'il dit avoir constaté dans sa pratique que les vaccins sont une cause potentielle du trouble du spectre de l'autisme, et qu'on lui demande toujours de le prouver. Cela s'avère difficile en l'absence d'études adéquates sur le sujet.

Les cas d'autisme sur ses 3345 patients sont répartis de la manière suivante :

- vaccinés selon le calendrier régulier du CDC : 1 sur 45
- vaccinés selon le calendrier alternatif : 1 sur 440
- non vaccinés : 1 sur 715

2.b - Lettre ouverte de Tetyana Obukhanych, docteure en immunologie, aux législateurs étasuniens concernant les fausses idées reçues sur la vaccination. La lettre a été écrite en 2015.

https://healthimpactnews.com/wp-content/uploads/sites/2/2017/11/H.98_Dr.-Tetyana-Obukhanych_Written-Comments_4-22-2015.pdf

3 - http://s175833897.onlinehome.fr/wp-content/uploads/2017/04/courrier_alis_75-27-35.pdf

4.a - http://whale.to/v/state_of_health_of_unvaccinated.html

4.b - <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5360569/>

4.c - [https://www.thelancet.com/journals/ebiom/article/PIIS2352-3964\(17\)30046-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/ebiom/article/PIIS2352-3964(17)30046-4/fulltext)

4.d -

<https://vaccinesafetycouncilminnesota.org/new-study-vaccinated-children-have-2-to-5-times-more-diseases-and-disorders-than-unvaccinated-children/>

4.e - <https://www.bmj.com/content/322/7282/360.full>

4.f - https://www.jp-petit.org/nouv_f/pandemie/absence_de_pharmacovigilance.pdf

4.g -

<https://wavesnz.org.nz/wp-content/uploads/2015/02/The-1992-IAS-NZ-Survey-of-Vaccinated-vs.-Unvaccinated-Children.pdf>

5 - On peut noter en revanche la réaction de l'Institut Koch qui a annoncé, après avoir attaqué violemment et publiquement Angelica Kögel (mais sans fournir la preuve de ses allégations), la publication d'une interprétation contradictoire l'année suivante (que l'intéressée attend encore).

6 -

<https://documentcloud.adobe.com/link/track/?pageNum=1&uri=urn%3Aaaid%3Ascds%3AUS%3A3f860c44-c780-40c1-b11f-1e92ce6bd6a2>

7 - Notamment : Les vaccinations en question, collectif, Editions Frison-Roche, 2003 - Vaccinations, les vérités indésirables, Pr Michel Georget, Editions Dangles, 2011- L'intoxication vaccinale, Fernand Delarue, essayiste, Edition du Seuil, 1977 - La Faillite du B.C.G, Dr Marcel Ferru, autoédition 1977, - Réimpression Témoignages d'hier et d'aujourd'hui, 1995 - Vaccins, abus de conscience, Dr Alain Perrier, Marco Pietteur Editeur, 2011.

8 - Ainsi de la déclaration récente du Dr Sucharit Bhakdi, spécialiste allemand en microbiologie. « Les mesures anti- COVID19 du gouvernement sont grotesques, absurdes et très dangereuses [...] L'espérance de vie de millions de personnes est réduite. L'effroyable impact sur l'économie mondiale menace l'existence d'innombrables personnes. Les conséquences sur les soins médicaux sont

profondes. Déjà, les services aux patients dans le besoin sont réduits, les opérations annulées, les cabinets vides, le personnel hospitalier réduit. Tout cela aura un impact profond sur l'ensemble de notre société. Toutes ces mesures conduisent à l'autodestruction et au suicide collectif basé sur rien d'autre qu'un fantôme. » <https://strategika.fr/2020/03/30/douze-experts-sinterrogent-sur-la-panique-autour-du-coronavirus-strategika/>

9 - Cette médecine dite « conventionnelle », issue de cette idéologie dont nous parlons, a pour nom allopathie, ce qui signifie « autre médecine ». Par la désignation de celles qui l'ont précédée sous le vocable de « médecines alternatives » (« alter », autre), un renversement révélateur s'est donc opéré.

10 - <https://www.cairn.info/revue-connexions-2010-2-page-49.htm>

11 - Comme par exemple, pour sa valeur de symbole, la classification d'archives nationales.

<http://www.afrase.org/2020/03/04/des-archives-des-guerres-coloniales-ont-ete-recemment-declarees-cl-assifiees-et-sont-actuellement-rendues-inaccessibles-aux-chercheurs-dans-les-archives-publiques/>

- mais avant tout les décisions de réformer le code du travail, le régime de Sécurité sociale ou celui des retraites, d'orienter l'économie ou de décider des programmes scolaires (l'Etat n'ayant aucun droit à s'ériger en dépositaire d'une culture nationale), ou de la privatisation pure et simple de l'Education nationale.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)
Copyright © [Pascal Perrier](http://mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Pascal Perrier](http://mondialisation.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca